

Une agriculture compétitive et de qualité

Liberté, Cohésion et Innovation – par amour de la Suisse

Notre agriculture contribue de manière importante à notre économie. La population et le PLR. Les Libéraux-Radicaux y sont très attachés. La politique agricole doit renforcer le potentiel économique, la durabilité de la production agricole et la compétitivité de notre filière agroalimentaire. La pérennité du secteur agricole suisse ne doit pas reposer essentiellement sur les paiements directs. Ces derniers sont destinés à rémunérer les prestations des agriculteurs, qui sont d'intérêt général envers notre société. Au contraire, l'avenir de l'agriculture doit reposer sur la qualité de la production dans un environnement libéralisé concurrentiel. Cela permettra aux paysans de tirer leurs revenus, principalement, de la vente de leurs produits sur le marché. L'isolement du marché agroalimentaire suisse ne serait profitable, ni au secteur proprement dit, ni aux consommateurs, ni à l'économie suisse en général. Une réelle demande existe pour les produits suisses de qualité et à forte valeur ajoutée. Les paysans suisses ne doivent pas craindre la concurrence, mais au contraire s'orienter vers le marché et être fiers de leurs produits. Le PLR les soutient dans cette démarche par la réduction de la bureaucratie, par la garantie d'une plus grande marge de manœuvre entrepreneuriale, par la perspective d'une ouverture de nouveaux marchés, ainsi que par un soutien financier dans le cadre de changements structurels.

1. Défis externes

- › Eviter les abus de protectionnisme qui interviennent sur le marché et affaiblissent la branche.
- › Se préparer à affronter les défis liés à l'ouverture des marchés, par exemple avec la conclusion possible d'un accord de libre-échange entre les USA et l'UE.
- › Contrecarrer le tourisme d'achat par le renforcement de la compétitivité des produits suisses.

2. Liberté, Cohésion et Innovation

Liberté : en Suisse, la proximité des lieux de production et des lieux de transformation des denrées alimentaires est une des raisons du succès de notre agriculture. Cette décentralisation est un avantage et permet de rester compétitif au niveau international. Ces conditions-cadres permettent le maintien d'emplois dans l'espace rural, tout en respectant l'écologie. L'évolution des structures de productions doit contribuer à la viabilité des exploitations. Grâce à une meilleure gestion des coûts, leur compétitivité augmentera. La population souhaite pouvoir bénéficier de produits de proximité, qui ne contribuent pas seulement à la sécurité alimentaire mais qui apportent aussi des avantages environnementaux importants. Les denrées alimentaires suisses doivent être produites en utilisant les ressources de manière efficace, tout en respectant l'environnement et le bien-être animal.

Cohésion : l'agriculture est un secteur important de l'économie aux fonctions multiples pour la société. Ses prestations sont indispensables à la société moderne. Une alimentation saine, un environnement soigné et la viabilité des régions périphériques forment des éléments essentiels. La liberté, pour une nation de déterminer soi-même sa politique agricole, doit être intégrée dans une production indigène durable. Dans notre pays, au vu de la rareté des terres cultivables, les produits agricoles doivent s'orienter vers le qualitatif valorisé, plutôt que vers le quantitatif à bas prix.

Innovation : l'innovation est un important facteur de succès. L'agriculture se trouve aujourd'hui à un tournant. La durabilité du secteur agricole suisse repose sur l'adaptation de la production aux besoins du marché et à la capacité concurrentielle de ce secteur. Il convient de faciliter et d'encourager l'innovation à tous les échelons et d'élargir la marge de manœuvre entrepreneuriale des acteurs de la filière agroalimentaire. C'est pourquoi, notre agriculture doit constamment se renouveler afin de fournir des produits qui correspondent aux besoins des consommateurs. Une production de qualité valorisée doit être le but. En matière de génie génétique dans l'agriculture, le PLR s'oppose à toute interdiction qu'elle soit technologique ou de pensée.

Haute qualité : la Suisse dispose de produits de haute qualité capables de faire face à la concurrence internationale. La libéralisation du marché du fromage suisse, il y a quelques années, l'a clairement démontré. Les produits suisses connaissent un franc succès et ont encore du potentiel. Une ouverture, par produits à forte valeur ajoutée et progressive des marchés, doit contribuer à renforcer la compétitivité du secteur agricole. Notamment, en actionnant la clause évolutive des accords bilatéraux. Pour ce faire, des mesures d'accompagnements financières liées à l'ouverture des marchés, limitées dans le temps, sont nécessaires afin d'amortir les impacts des changements et d'assurer une meilleure productivité pour les secteurs directement concernés.

Orientation marché : la mise en valeur de l'origine, de la proximité de la production, de la qualité sanitaire des produits issus de productions respectueuses de l'environnement sont des éléments essentiels de notre agriculture et doivent être encouragés. Une promotion adéquate sur le marché est nécessaire pour permettre cette réussite. Le secteur agricole suisse n'est pas un îlot coupé du monde. Il doit rester compétitif face aux marchés frontaliers qui nous entourent. Ainsi, il sera possible de contrecarrer le tourisme d'achats, en constante augmentation, qui contribue grandement à la perte d'emplois et de parts de marché pour notre agriculture. Par ailleurs, dans certaines zones frontalières telles que Genève, la zone naturelle d'approvisionnement en produits, pour notre industrie agroalimentaire, est parfois située dans des zones franches, justes de l'autre côté de la frontière. Ces produits doivent pouvoir entrer dans la composition de produits labellisés « Suisse ».

3. Nos exigences

- › Moins de bureaucratie.
- › Le maintien de secteurs de transformation en Suisse proche des lieux de production.
- › Une politique agricole, sans surenchérir les exigences en matière d'environnement et de traitement des animaux. En même temps, éviter les incitations qui encouragent les méthodes de culture intensive et mène à une surproduction néfaste pour le secteur économique.
- › Des produits avec des appellations d'origine (AOP-IGP) ou des labels visibles et des soutiens publics à la promotion doivent être encouragés par un marketing ciblé et permettre un renforcement de l'attractivité des produits suisses.
- › Le gaspillage des terres cultivables doit être évité.
- › Une ouverture progressive du marché par secteur, en utilisant les clauses évolutives des bilatérales, financée par des mesures d'accompagnement afin d'augmenter la compétitivité.
- › Le financement des mesures d'accompagnement en faveur de l'agriculture, suite à l'ouverture des marchés et grâce à la réserve au bilan prévue à cet effet.
- › Une optimisation de nos relations commerciales avec l'UE, qui à terme permettrait une libéralisation de l'ensemble de la filière alimentaire en amont et en aval de la production. Objectifs : baisse des coûts de production, développement des marchés, renforcement de la compétitivité.
- › La politique agricole ne doit pas bloquer les négociations des futurs accords de libre-échange avec des pays tiers, tant que ceux-ci ne pénalisent pas la production agricole suisse.

4. Succès du PLR. Les Libéraux-Radicaux

- › Le PLR a engendré le concept des paiements directs à titre de rémunération pour des prestations d'intérêt public. Ainsi les anciens soutiens financiers au marché se sont transformés en paiements directs. On a ainsi permis le maintien d'une enveloppe financière, en faveur de l'agriculture, compatible et reconnue mondialement au sein de l'OMC.
- › Le PLR a fortement soutenu la voie bilatérale avec l'UE, notamment l'accord agricole de 1999 ainsi que la libre-circulation des personnes.
- › Le PLR a soutenu la prime pour un lait transformé en fromage, qui apporte de meilleures perspectives pour la branche, qu'une production de lait industriel.
- › Le PLR veut que les ouvertures de marché, contribuant au renforcement de la compétitivité du secteur agricole, soient accompagnées de mesures financières permettant de maintenir le revenu des paysans. Pour dégager des moyens supplémentaires d'accompagnement, il a soutenu la constitution d'une réserve au bilan de la Confédération calculée sur les taxes à l'importation.